

Communiqué de presse du 7 décembre 2010

**Enquête Eurochambres 2011 auprès des entreprises luxembourgeoises**

**L’immobilisme fige l’emploi et réduit le potentiel de croissance de l’économie**

De manière générale, les résultats de l’enquête Eurochambres 2011 confirment la reprise engagée dans les entreprises luxembourgeoises en 2010. Cependant, les anticipations des chefs d’entreprise restent empreintes d’une incertitude élevée pour 2011, ce qui impacte négativement leur propension à investir et à recruter. La Chambre de Commerce reste en attente de vraies mesures en faveur de la compétitivité des entreprises leur fournissant une bouffée d’oxygène sous forme de mesures d’amélioration concrètes. Elle regrette l’immobilisme et l’absence de vision à long terme, alors que tout report des inévitables réformes et toute perte de temps à cet égard rendront les mesures à adopter plus incisives et impopulaires.

**Enquête Eurochambres 2011 : Faits saillants**

* Les réponses des entreprises concernant l’évolution **en 2010** du ***climat des affaires*** dans lequel elles évoluent indiquent une reprise sensible par rapport à l’enquête précédente. Ce résultat n’est guère surprenant au vu du plancher de l’évolution conjoncturelle atteint en 2009, avec une contraction du PIB de l’ordre de -3,7%. La chute de l’activité économique est allée de pair avec un déstockage important[[1]](#footnote-1). En 2010, le niveau d’activité est reparti mécaniquement à la hausse suite notamment au restockage industriel. Or, cette reconstitution des stocks est désormais achevée. Afin de pouvoir consolider ce niveau d’activité en hausse à l’avenir, et ce de façon durable, les entreprises luxembourgeoises doivent à présent impérativement offrir des produits et des services compétitifs sur des marchés globalisés et hautement concurrentiels. Les perspectives **pour 2011** demeurent toutefois très hésitantes et incertaines quant à l’appréciation du climat des affaires. L’EES2011 ne comporte pas de signes évidents que le potentiel de croissance historique du Luxembourg, c’est-à-dire une croissance du PIB de 4-5%, soit atteint à moyen terme.
* En ce qui concerne le ***chiffre d’affaires***, son évolution est en hausse **en 2010** par rapport en 2009 mais le niveau d’avant-crise n’est pas encore atteint pour beaucoup d’entre elles. Les prévisions **pour 2011** sont quant à elles relativement optimistes. Il faut toutefois souligner que le chiffre d’affaires est un indicateur en valeur et donc une partie non-négligeable de la hausse du chiffre d’affaires tire son origine d’une progression purement nominale, de par l’intégration dans les prix de la hausse du prix des matières premières ou une tranche indiciaire qui arrive à échéance. Il faut en effet constater que les prix des facteurs de production et notamment le coût salarial unitaire continuent à progresser à un rythme moyen soutenu en comparaison avec les principaux partenaires commerciaux du Luxembourg.
* Peu de dynamisme est visible sur le front de ***l’emploi*** entre **2009 et 2010** et il subsiste également une grande retenue quant à son évolution **en 2011**. En effet, 70,9% des entreprises ont indiqué que leur effectif resterait stable en 2011, un pourcentage élevé qui n’a plus été atteint depuis 2005 dans l’enquête Eurochambres. Ceci traduit la méfiance des entrepreneurs en ce qui concerne l’ampleur et la durabilité de la reprise. Elle met également en évidence leurs craintes quant à l’évolution des coûts du facteur de production « travail » et quant à leur capacité de mettre en œuvre leur stratégie de développement avec des automatismes réglementaires et des hausses des coûts salariaux plus marquées que l’évolution de la productivité. Ainsi, pour diminuer ces coûts, un moyen à disposition des entreprises est l’ajustement vers le bas des effectifs, ou au mieux, leur stabilité. De surcroît, après les taux de croissance historiques de l’emploi très élevés (3,3% en moyenne entre 1985 et 2009), même une relative stagnation de l’emploi aura comme conséquence de faire apparaître des déséquilibres manifestes au niveau de financement du modèle social et une poursuite de la hausse du taux de chômage.
* Comme les indicateurs de prévisions le laissaient pressentir dans l’enquête EES2010 menée au cours du mois d’octobre 2009, ***les*** ***investissements*** dans les entreprises ont retrouvé le chemin de la croissance **en 2010**. Les niveaux des investissements futurs **en 2011** montrent toutefois une grande réserve, alors que le soutien anticyclique aux entreprises locales à travers l’investissement public a été moins prononcé qu’initialement annoncé par le Gouvernement. Ces perspectives mitigées mettent en évidence les réserves, exprimées par les entreprises, sur la vigueur et / ou la durabilité de la reprise. Or, le plus souvent, ce sont les investissements privés d’une période donnée qui ont un effet d’entraînement sur le niveau d’activité de la période suivante et qui conditionnent le niveau d’emploi de l’avenir.
* **L’enquête européenne** semble indiquer que « le pire est passé », mais les indicateurs de confiance, pour l’année qui arrive à son terme et pour 2011, restent en deçà de leurs niveaux d’avant crise. Il subsiste en effet certaines incertitudes liées à l’arrêt des mesures de relance, à la mise en place de mesures fiscales visant l’assainissement budgétaire dans le cadre des nouvelles dispositions européennes de renforcement de la gouvernance économique ainsi qu’en raison de l’accès aux crédits, considéré comme trop restrictif par les entreprises de plusieurs Etats membres. En Allemagne, les entreprises apparaissent des plus optimistes dans l’enquête EES2011. Ces résultats se traduisent dans les prévisions macroéconomiques puisqu’une croissance de 3,7% pour 2010 et de 2,2% pour 2011 est attendue, ce qui fait de l'Allemagne – un des seuls pays européens à avoir entrepris des réformes structurelles à temps - la locomotive de la reprise européenne.

**Méthodologie**

L'objectif de cette 18ème enquête Eurochambres (EES2011) est d’apprécier l'évolution des principaux indicateurs de la vie économique en 2010 et d’avoir connaissance des prévisions des entreprises pour l’année 2011. L’enquête est réalisée dans presque tous les pays de l’Union européenne[[2]](#footnote-2).

La Chambre de Commerce réalise l’enquête Eurochambres 2011 au Grand-Duché de Luxembourg, en collaboration avec TNS-Ilres, qui a effectué la collecte des données par téléphone au cours des deux premières semaines d'octobre 2010.

Le panel de départ comptait 1.119 entreprises du secteur industriel et manufacturier ainsi que du secteur des services. Les entreprises interrogées sont réparties selon la nomenclature européenne NACE (données de janvier 2009). Sept catégories d’activité sont répertoriées (cf. tableau 1) au sein des deux secteurs, industriel et manufacturier d’un côté (codes A, B, C et G), des services de l’autre (codes D, E et F).

Sur l’ensemble des entreprises interrogées, 821 ont répondu au questionnaire 2011, ce qui représente un taux de réponse de 73,4% (taux de 73,7% dans l’édition précédente EES2010). L’échantillon, qui inclut les entreprises d’au moins 10 salariés, est représentatif de tous les secteurs de l’économie luxembourgeoise, exception faite de l’agriculture, de la santé et de l’administration.

L’économie du Luxembourg se compose principalement de petites et moyennes entreprises. Afin d’en donner une idée la plus pertinente et la plus réelle possible, les résultats ont été pondérés par un coefficient qui prend en compte les secteurs d’activité (divisés en 7 catégories de la nomenclature européenne NACE-REV) ainsi que le nombre de salariés répartis en 6 catégories. Les résultats sont ainsi supposés s’appliquer à toute société luxembourgeoise correspondant aux critères de l’étude.

**Tableau 1 : Catégories répertoriées au sein des deux secteurs, industriel et manufacturier d’un côté, des services de l’autre**

|  |  |
| --- | --- |
| Secteur industriel et manufacturier | Secteur des services |
| A : « Fabrication de produits métalliques, machines et matériel de transport » | **D** : « Vente en gros et détail, réparations, hôtels, restaurants »  |
| B : « Autres industries manufacturières » | **E** : « Transport, entreposage et communication » |
| C : « Construction » | **F**: « Intermédiation financière et activités auxiliaires, autres activités de services » |
| G : « Autres (exploitations minières, carrières et électricité, gaz et eau) » |  |

**Evolution des indicateurs entre 2009 et 2010 et perspectives pour 2011**

## 1. Climat des affaires : une reprise de confiance des entreprises après une chute sans précédent

* Le climat des affaires s’est fortement amélioré **entre 2009 et 2010** au vu des résultats de l’enquête Eurochambres 2011. Malgré une croissance spectaculaire des balances nettes[[3]](#footnote-3), de l’économie totale ainsi que celles des secteurs manufacturier et des services depuis l’enquête précédente, ces dernières demeurent négatives (-24,2 points dans l’industrie manufacturière, -17,2 points dans les services et -19,5 points pour l’ensemble de l’économie). Les entrepreneurs font preuve d’une prudence évidente au vu de la part importante d’entreprises déclarant que le climat des affaires est stable
* ***L’analyse sous-sectorielle*** montre que ce sont les entreprises de la construction qui affichent les résultats les plus mitigés quant à l’évolution de l’environnement économique entre 2009 et 2010 puisque 45,9% d’entre elles estiment que le climat des affaires a évolué défavorablement entre ces deux années et 37,7% affirment qu’il n’y a pas eu de changement.

La ***taille des entreprises*** a également un impact sur les résultats, l’optimisme en termes de perception de l’environnement des affaires étant plus élevé pour les grandes entreprises manufacturières, ce qui contraste fortement avec les résultats de l’enquête effectuée en octobre 2009. Or, à la lumière de la chute brutale du niveau d’activité et du commerce mondial en 2009, il n’est guère surprenant aux yeux de la Chambre de Commerce que l’environnement soit jugé plus favorable par les grandes entreprises exportatrices en 2010. Une partie non-négligeable de la reprise étant mécanique, il conviendrait de parler d’un optimisme prudent pour 2010.

En ce qui concerne la distinction des entreprises selon la ***localisation de leurs activités***, tant dans le secteur manufacturier que dans celui des services, les balances s’avèrent moins négatives pour les entreprises présentes sur le marché international, en raison notamment de la reprise de l’activité mondiale en 2010 et de l’augmentation des débouchés internationaux.

* S’agissant des **perspectives pour 2011**, la balance de l’économie totale reste négative (-2,4 points) mais est largement supérieure à celles des deux enquêtes précédentes qui exprimaient un réel pessimisme. Ce résultat demeure négatif en raison des perspectives défavorables au sein du secteur manufacturier (-12,6 points) alors que les entreprises du secteur des services indiquent une relative confiance en ce qui concerne l’avenir du climat des affaires avec une balance qui retrouve une valeur positive, mais faible (2,5 points). La chute de l’activité économique en 2009 est allée de pair avec un déstockage important, surtout sur le début de l’année. En 2010, et suite au restockage industriel notamment, le niveau d’activité repartait mécaniquement à la hausse. La reconstitution des stocks est désormais achevée. Or, afin de pouvoir consolider ce niveau d’activité à l’avenir, les entreprises luxembourgeoises doivent impérativement offrir des produits compétitifs.
* Les perspectives sont également encourageantes si une distinction est réalisée selon la ***taille des entreprises***. Les petites structures économiques sont en effet particulièrement exposées à la concurrence des entreprises de plus en plus compétitives de la Grande-Région. Vu la banalisation des prestations transfrontalières, les entrepreneurs indigènes risquent de perdre de plus de en plus de parts de marché, ce qui renforce les craintes d’une désindustrialisation accrue.

Alors que les ***firmes******exportatrices*** affichaient un pessimisme plus important que les entreprises orientées vers le seul marché national lors de la précédente enquête, cette tendance s’est inversée dans l’EES2011. En effet, alors que les firmes ayant des activités d’exportation ont une relative confiance en l’avenir du climat des affaires, qui se traduit par une balance positive (5,3 points), les entreprises dont les activités sont concentrées sur le marché luxembourgeois prévoient une détérioration de l’environnement économique en 2011, la balance des résultats s’élevant à -6,2%.

**2. Chiffre d’affaires total, national et à l’exportation : une reprise mécanique**

* Après une année 2008 maussade et une année 2009 exceptionnellement difficile en raison de la crise économique mondiale, une reprise est visible **en 2010** en ce qui concerne l’évolution du ***chiffre d’affaires total****.* Le résultat positif de la balance de l’économie totale (9,8 points) est largement imputable au secteur des services (16,3 points) alors que la balance du secteur manufacturier, malgré une importante progression, reste négative (-3,6 points). Les niveaux d’avant-crise ne sont toutefois pas encore atteints et les coûts des facteurs de production ont progressé rapidement, avec des effets négatifs sur les marges des entreprises, ce qui affecte la confiance des entreprises dans l’avenir, notamment leur propension à investir et à recruter.
* Que ce soit en matière de ***chiffre d’affaires national*** ou ***à l’exportation* pour 2010**, les balances nettes ont connu une croissance spectaculaire depuis la précédente enquête, et ce quels que soient le secteur et la taille des entreprises. Alors que l’enquête précédente révélait que la mise en œuvre des mesures du Plan de conjoncture du Gouvernement, en particulier en matière de soutien du pouvoir d’achat, avait permise aux entreprises orientés vers le marché local d’être moins affectées par une baisse soudaine de chiffre d’affaires que les entreprises exportatrices, ces dernières ont davantage profité de la reprise tirée par la demande internationale.
* S’agissant du ***chiffre d’affaires total***, les indicateurs de **prévisions pour 2011** mettent en évidence un regain d’optimisme, particulièrement dans le secteur des services (illustré par une balance de 28,5 points), ce qui induit à la hausse une fois de plus les chiffres relatifs à l’économie totale (22,1 points), alors que les perspectives s’avèrent plus mitigées dans le secteur manufacturier(8,6 points). Environ la moitié des entreprises des deux secteurs s’attendent toutefois à une stabilisation de leur chiffre d’affaires en 2011. Quels que soient la taille ou le secteur d’activité des entreprises, les balances en termes de perspectives sont à nouveau positives, ce qui semble traduire une relative confiance en la reprise économique à court terme bien qu’une part importante de firmes estime que leur chiffre d’affaires restera stable en 2011. Si, comme lors des enquêtes précédentes, les indicateurs de résultats collectés dans la prochaine enquête s’avèrent supérieurs aux prévisions des entreprises mises en évidence par cette enquête EES2011, les chiffres sont d’autant plus encourageants.
* Après une crise économique mondiale ayant fortement impacté la demande internationale et, par conséquent, les activités des firmes exportatrices retrouvent une certaine vigueur au vu de la balance en termes de **perspectives**, qui s’avère légèrement plus élevée pour les ***entreprises qui exportent*** (25,9 points). Cette évolution semble avoir un effet d’entraînement positif également sur les ***entreprises opérant uniquement sur le marché local*** (balance de 21,5 points). Après avoir subi plus fortement la crise des débouchés internationaux que les entreprises de services, le secteur manufacturier semble reprendre confiance en la reprise qui a débuté.
* Similairement aux prévisions pour le chiffre d’affaire global, les perspectives sont plus pessimistes dans le secteur de la construction, que les firmes exportent ou non. Selon la taille des entreprises interrogées, les perspectives diffèrent quelque peu mais restent positives.

**3. Emploi : peu de dynamisme sur le front de l’emploi en 2010 et 2011**

* La reprise de l’activité luxembourgeoise en 2010 semble avoir permise à **l’emploi** de retrouver le timide chemin de la croissance puisque 25,2% des entreprises déclarent une hausse de leur effectif **en 2010 par rapport à 2009**. Plus de 50% de ces mêmes entreprises indiquent que leur effectif est resté stable. Il est à noter à cet égard que, par rapport aux taux de croissance historique de l’emploi (4,25% en moyenne entre 2006 et 2008), même une relative stagnation de l’emploi, traduite par le taux de réponse important eu égard au maintien d’effectifs stables, a comme conséquence de faire apparaître des déséquilibres manifestes au niveau de financement du modèle social, tout comme elle entraînera sans doute une augmentation importante du chômage.
* Une tendance à la stabilité est observée tant dans le secteur de l’industrie que dans celui des services puisque plus de 50% des entreprises indiquent que leur effectif est resté inchangé entre 2009 et 2010. Cette évolution confirme que la dégradation continue de la compétitive-coût et prix de l’économie luxembourgeoise en général, et dans le secteur industriel en particulier, amène les entrepreneurs à freiner les embauches sous toile de fonds d’un niveau d’activité futur pour le moins incertain.

 Au sein des ***différents sous-secteurs***, certaines entreprises semblent avoir été plus touchées que d’autres en termes de baisse d’effectifs, tel que le secteur de la construction, bien que plus de la moitié des entreprises indiquent que leur effectif est resté stable entre 2009 et 2010. Les résultats concernant le secteur financier laissent penser qu’il n’y a pas encore de reprise franche de l'activité d'intermédiation financière et que des incertitudes existent quant à l’impact des nouvelles réglementations internationales sur le paysage de la place financière luxembourgeoise.

 Lorsqu’est prise en compte la ***taille des entreprises*** interrogées, des résultats mitigés apparaissent. Dans le secteur manufacturier, les entreprises dont l’effectif dépasse 250 personnes semblent avoir mieux résisté à la crise de l’emploi entre 2009 et 2010.

* S’agissant des **perspectives pour 2011** en termes d’emploi, les attentes diffèrent entre les entrepreneurs du secteur industriel et ceux du secteur des services, les premiers restants plus pessimistes. Les résultats se doivent d’être nuancés en raison de la part importante d’entreprises qui estiment que l’emploi restera stable en 2011 dans les deux secteurs. Les entreprises semblent avoir des difficultés à cerner les évolutions futures et sont moins optimistes pour la future création d’emplois en raison notamment de l’environnement légal et fiscal qui risque de générer des hausses des coûts des facteurs de production et des charges sociales des entreprises. Ainsi, pour diminuer ces coûts, un moyen à disposition des entreprises est l’ajustement vers le bas des effectifs, ou au mieux, leur stabilité.
* ***L’analyse sous-sectorielle*** laisse à nouveau entrevoir un certain pessimisme dans le secteur de la construction et dans le secteur financier. Une forte proportion d’entreprises de ces deux secteurs prévoit toutefois une stabilité de l’emploi en 2011.

Les prévisions relatives à l’évolution de l’emploi en 2011 sont variables selon la ***taille des entreprises***, toutefois seule une des balances est négative, et ce pour les grandes entreprises comptant entre 500 et 999 personnes (-11,2 points).

**4. Investissements : une évolution mitigée**

* Comme les indicateurs de prévisions le laissaient pressentir dans l’enquête EES2010, l’investissement des entreprises a retrouvé le chemin de la croissance **en 2010**. En effet, 24,4% des entreprises interrogées indiquent que leurs investissements ont augmenté entre 2009 et 2010 tandis que 20,1% déclarent, dans l’enquête EES2011, une baisse de ceux-ci. Une certaine stabilité est ici encore de mise puisque 55,5% des entreprises affirment que leur niveau d’investissements restera constant en 2010. La balance des résultats redevient positive pour l’économie totale (4,3 points), en raison des résultats favorables enregistrés dans le secteur des services, à savoir une balance nette de 9,2 points, alors que cette dernière reste négative dans le secteur manufacturier malgré une amélioration (-6,1 points).
* Les résultats sont particulièrement décevants dans le secteur de la construction, au sein duquel près de 27% des entreprises interrogées ont connu une baisse des investissements entre 2009 et 2010. S’agissant des services, ce secteur semble faire face à une reprise des investissements, bien que ceux-ci restent plus faibles dans le secteur financier.

Au vu des résultats, la ***taille des entreprises*** joue sans aucun doute un rôle en ce qui concerne les investissements réalisés dans les services au cours de la période 2009-2010. En effet, plus la taille des firmes augmente, plus la balance nette indique des résultats favorables (à l’exception de la catégorie 500-999 personnes dont le pourcentage est plus faible que la catégorie précédente, et ce en raison de la part d’entreprises dont les investissements ont été stables).

* Il ressortait de l’EES2010 que seules 21% des entreprises avaient l’intention d’accroître leurs investissements en 2010. Un an après, elles sont, en proportion, à peine plus à penser pouvoir le faire **en 2011** (22,7%). Dans le secteur manufacturier, un certain pessimisme reste de mise, les perspectives d’évolution en matière d’investissements restant négatives (-3,3 points). Il faut toutefois noter que plus de 60% des entreprises prévoient que leurs investissements resteront stables en 2011. Bien que ce pourcentage soit encore plus important dans les services (63,8%), la balance est à nouveau positive (14,1 points). Il subsiste donc des incertitudes quant à l’évolution des investissements en 2011 et cette prudence traduit la méfiance des entrepreneurs en ce qui concerne la durabilité de la reprise. Suite à la crise économique et financière, la croissance potentielle luxembourgeoise a été durablement touchée et tout investissement capable de renforcer le potentiel de croissance endogène est bénéfique à la genèse de nouvelles activités économiques, de nouveaux emplois et de nouvelles bases fiscales.
* ***L’analyse sous-sectorielle*** permet de déceler des tendances qui diffèrent entre le secteur de l’industrie et celui des services en ce qui concerne les perspectives pour 2011. Il apparaît que les prévisions pour trois des quatre sous-secteurs manufacturiers sont négatives, avec un plus grand pessimisme affiché dans la construction. A l’inverse, les prévisions s’avèrent optimistes dans les services puisque l’ensemble des balances sectorielles sont positives. Ces tendances et ces indicateurs de confiance ne sont pas sans rappeler les soldes relatifs aux prévisions en matière d’effectifs.

Eu égard à la prise en compte de ***la taille des entreprises***, l’ensemble des entreprises du secteur des services prévoit une amélioration des investissements en 2011. Dans le secteur industriel, le pourcentage d’entreprises estimant que leurs investissements seront en hausse l’année prochaine augmente avec la taille des entreprises (à l’exception de la subdivision 50-99 employés dont le pourcentage de 25% s’avère élevé par rapport aux autres catégories de taille).

Les ***entreprises qui exportent*** s’attendent davantage à une reprise des investissements que celles qui n’interviennent que sur le seul marché national.

**5. Commerce électronique : une évolution favorable et des prévisions optimistes, mais prudentes**

* En choisissant d’insérer une question supplémentaire relative au recours des entreprises luxembourgeoises au commerce électronique pour réaliser leur chiffre d’affaires, la Chambre de Commerce peut ainsi sonder le degré d’utilisation dudit commerce dans le monde des entreprises au Grand-Duché.
* Le recours au commerce électronique a légèrement augmenté **en 2010** puisque 16,1% des entreprises déclarent réaliser un chiffre d’affaires grâce à l’utilisation de ce type de commerce contre 15,7% dans l’enquête précédente. L’augmentation des débouchées internationaux et la reprise du commerce international peuvent expliquer en partie cette croissance. Après une diminution lente et continue depuis plusieurs années de la proportion d’entreprises utilisant le commerce électronique, la tendance semble s’inverser bien qu’il soit trop tôt pour déterminer si cette évolution positive sera de longue durée. Les entreprises de services utilisent plus systématiquement ce type de canal économique et commercial (19,1%) comparé à leurs consœurs industrielles (9,7%). De plus, les entreprises de services ont accru leur recours au commerce électronique en 2010, la proportion passant de 18,3% dans l’enquête précédente à 19,1% dans l’EES2011.
* Parmi l’ensemble des entreprises, classées selon la ***taille de leurs effectifs***, ce sont les grandes entreprises qui ont le plus fréquemment recours au commerce électronique puisque 63,7% de firmes de plus de 1.000 employés déclarent l’utiliser, ce pourcentage ayant plus que doublé depuis l’enquête précédente au cours de laquelle il s’élevait à 28,8%.

Il y a, semble-t-il, une différence assez prononcée entre les ***entreprises* *qui exportent***, et qui sont 24,3% à avoir recours à internet pour procéder à leurs opérations commerciales, et les entreprises qui n’écoulent pas leurs marchandises sur les marchés étrangers. Ces dernières ne sont en effet que 11,9% à indiquer avoir recours au commerce électronique dans leurs activités.

* S’agissant des **prévisions**, 57,1% des entreprises s’attendent à ce qu’une partie de leur chiffre d’affaires soit réalisé grâce au commerce électronique **en 2011** tandis que 41,4% d’entre elles estiment que le recours à ce type de commerce restera stable. Seul 1,4% des entreprises prévoient une baisse de son utilisation.

**Comparaisons des balances de résultats et de prévisions avec les indicateurs macroéconomiques**

**Climat des affaires** : Après la chute sans précédent, les entrepreneurs font preuve d’un optimisme prudent, avec pour conséquence des balances de résultats qui restent négatives et inférieures à celles prévalant avant la crise, ainsi que des prévisions qui restent hésitantes et incertaines.



**Chiffre d’affaires total**: Après une année 2009 exceptionnellement difficile, une reprise est visible en 2010 et les anticipations pour 2011 s’avèrent relativement optimistes.



**Emploi**: Peu de dynamisme sur le front de l’emploi en 2010 par rapport à 2009 et une certaine retenue pour 2011 qui risque de comporter des déséquilibres manifestes au niveau de financement du modèle social et une poursuite de l’augmentation du chômage.



**Investissements :** Les investissements dans les entreprises ont retrouvé le chemin de la croissance en 2010 mais les prévisions pour 2011 sont toutefois empreintes d’une grande réserve, alors que le soutien anticyclique aux entreprises locales à travers l’investissement public a été moins prononcé qu’initialement annoncé par le Gouvernement.



En résumé, les prévisions pour 2011 en ce qui concerne le **chiffre d’affaires** sont relativement optimistes au vu du nombre d’indicateurs en vert dans le tableau 2. La progression rapide des coûts des facteurs de production affecte toutefois la confiance des entreprises en l’avenir. Les anticipations assez pessimistes en termes de **climat des affaires**,et dans une moindre mesure en termes **d’emploi,** traduisent la méfiance des entrepreneurs en ce qui concerne l’ampleur et la durabilité de la reprise et mettent en évidence leurs craintes quant à l’évolution des coûts du facteur de production « travail » et quant à leur capacité de mettre en œuvre leur stratégie de développement avec des automatismes réglementaires et des hausses des coûts salariaux plus marquée que l’évolution de la productivité. Les **investissements** pour 2011 sont, par conséquent, réservés, or ce sont les investissements privés d’une période donnée qui ont un effet d’entraînement sur le niveau d’activité de la période suivante et qui conditionnent le niveau d’emploi de l’avenir.

**Tableau 2 : Perspectives pour 2011**

Remarque : L’indicateur est en rouge lorsque la balance est négative ; en orange lorsque la balance se situe entre 0 et 20 points et en vert lorsque la balance est supérieure à 20 points.

Les personnes souhaitant davantage de renseignements peuvent s’adresser au Département Economique de la Chambre de Commerce (tél. : 42 39 39 – 358, e-mail : eco@cc.lu ). Le dossier du Merkur 10-2010 présentant les principaux résultats de l’EES2011 peut être consulté sur le site de la Chambre de Commerce ([www.cc.lu](http://www.cc.lu)). Le rapport complet, reprenant les comparaisons européennes, peut être consulté sur le site d’Eurochambres ([www.eurochambres.eu](http://www.eurochambres.eu)).

1. La crise économique et financière mondiale a eu un impact considérable sur les entreprises européennes en général, et luxembourgeoises en particulier. Celles-ci ont enregistré des résultats fortement en baisse en 2009, ce qui a été notamment mis en lumière dans **l’enquête Eurochambres 2010** menée l’an dernier. Certains indicateurs avaient atteint des niveaux négatifs alors encore jamais connu au cours des 17 premières enquêtes Eurochambres. [↑](#footnote-ref-1)
2. Les entreprises de 24 pays de l’Union européenne (Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, République Tchèque, Danemark, Estonie, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suède, Royaume-Uni) ainsi que de la Croatie et de la Turquie, ont été interrogées. [↑](#footnote-ref-2)
3. Les balances correspondent à la différence entre le pourcentage d’entreprises ayant choisi la réponse « favorable » et le pourcentage d’entreprises ayant répondu « défavorable ». Les balances sont indiquées en points. [↑](#footnote-ref-3)